

28.12.2016 – 09:00 Uhr

Almanach social 2017: Caritas tire le bilan pour la fin de l'année / Des économies aux dépens des plus pauvres

Luzern (ots) -

Malgré la levée du cours plancher de l'euro et le Brexit, l'économie suisse continue de bien se porter, avec une croissance de 1,5 %. Cependant, les personnes disposant d'un faible revenu sont exposées à un risque toujours plus important de pauvreté. Caritas le constate dans son rapport sur le développement économique et social 2015/2016, l'Almanach social, qui vient de paraître : le taux de personnes sans emploi augmente, de même que le nombre de personnes exclues de l'assurance-chômage, et l'aide sociale subit des économies.

En 2015, 3142 hommes et femmes en moyenne ont perdu chaque mois leur droit aux indemnités du chômage. Cela fait presque 38000 hommes et femmes sur l'année, le nombre le plus élevé de ces dix dernières années. Les premières estimations pour 2016 montrent que cette moyenne va encore augmenter. Le sous-emploi a également augmenté. Dans l'ensemble de la population, le taux de temps partiels non volontaires était de 7 % environ en 2015. Les femmes, avec un taux de 11,1 %, sont trois fois plus nombreuses que les hommes à subir un temps partiel non volontaire. Le sous-emploi est l'une des principales causes de pauvreté.

530 000 personnes sont touchées par la pauvreté en Suisse, dont plus de 120 000 ont un emploi. Leur revenu ne suffit pas à assurer leur minimum vital. Manque de qualifications professionnelles, rapports de travail précaires et obligations familiales sont les principales causes de l'incapacité de ces personnes à obtenir un revenu suffisant.

Les inégalités augmentent

Mais on n'agit pas contre ces risques structurels de pauvreté. Au contraire : en Suisse, la redistribution des richesses est remise en question et les inégalités augmentent. Les 10 % les plus favorisés disposent de presque un tiers de la somme globale des revenus, tandis que les 10 % les plus défavorisés ne disposent que de 3,3 % de cette même somme. Et par rapport à l'année 2000, les revenus moyens paient aujourd'hui en moyenne 1 % de moins d'impôts, et les revenus supérieurs, 5 % de moins.

Dans le même temps, la diminution des prestations de l'aide sociale s'accroît. De plus en plus, les cantons et les communes instituent des politiques d'économie qui n'épargnent pas l'aide sociale. On a coupé dans le minimum vital des familles nombreuses et des jeunes adultes. En 2015, on a également augmenté les économies faites dans le domaine de la formation, et notamment dans l'école obligatoire. Par exemple, des cours ont été supprimés, et les effectifs des classes ont augmenté. On a introduit des taxes sur le matériel scolaire et augmenté le prix à la charge des parents pour les camps scolaires.

La diminution des prestations de l'aide sociale et les mesures d'économie accablent les personnes en situation de pauvreté encore plus en marge de la société et dégradent les conditions de vie des gens qui vivent à peine au-dessus du seuil de pauvreté. Caritas Suisse demande de corriger ces tendances. Les personnes à l'aide sociale ont besoin de perspectives. Cela passe notamment par des investissements dans la formation continue, les cours de rattrapage et dans l'intégration sur le marché de l'emploi. Une politique prévoyante permet aux personnes menacées de pauvreté d'améliorer leur situation de vie de manière durable et d'éviter ainsi la spirale de la pauvreté.

Almanach social 2017 (en allemand)

L'annuaire de Caritas sur la situation sociale de la Suisse (point fort : le droit au travail) peut être commandé à : info@caritas.ch ou par téléphone : 041 419 22 22. Vous pouvez acquérir des exemplaires supplémentaires sur www.caritas.ch/shop.

Contact:

Indication aux rédactions :

- Hugo Fasel, directeur de Caritas Suisse, tél: 041 419 22 18
- Odilo Noti, responsable du Secteur Communication et Marketing, tél:
041 419 22 70

se tiennent à votre disposition pour d'autres informations de fond et pour des interviews.